Cartographie réalisée par Augustin de Colnet - novembre 2025 - « tous droits réservés » Légende: En mai 2019, le géant des télécoms Huawei est de nouveau accusé par l'administration américaine d'être proche du gouvernement chinois et de pratiquer de l'espionnage au profit de ce dernier, menaçant de facto (selon le président Donald Trump), la sécurité nationale des États-Unis, notamment par le biais de ses équipements 5G. Recherches internet complémentaires Exemples provenant de l'une des 11 revues de presse (à retrouver en annexe À l'été 2020, la situation devient critique pour Huawei. Le fabricant chinois est étranglé par l'embargo américain qui interdit à ses fournisseurs étrangers (AMD, Intel, Samsung Electronics et TSMC) de pouvoir le livrer. Huawei déclare être à court de puces électroniques et de processeurs ; des composants pourtant indispensables pour fabriquer des - Novembre 2022 à septembre 2025) téléphones portables. (Voir livre p. 17 à 19) Exemples à retrouver dans l'ouvrage "Compétition mondiale et intelligence économique : grille d'analyse des risques" (VA Éditions - Novembre 2021). Lors de la crise du Covid-19 en 2020, la France s'est retrouvée en situation de dépendance extrême envers d'autres pays pour la fabrication de médicaments, de vaccins, de masques, d'équipements de protection individuelle (EPI), de respirateurs, mais aussi de tests et de gel hydroalcoolique. À noter que 80 % des médicaments vendus légalement en Europe et aux États-Unis sont fabriqués à partir de principes actifs importés d'Inde et de Chine, contre 20 % à la fin du XXe siècle. (Voir livre p. 20 à 22) (Libération, 1er avril 2020) En réaction au refus de la **France** de participer, aux côtés des **États-Unis**, à la **guerre en Irak**, l'administration Bush décrète au mois de mars 2003 en guise de mesure de rétorsion, un embargo sur les pièces détachées d'origine américaine à destination des forces armées françaises. Les catapultes du porte-avions Charles de Gaulle qui permettent de faire décoller les aéronefs sont particulièrement affectées et risquent, selon le général Henri Bentegeat, chef d'état-major des armées françaises (2002 à 2006) de devenir inopérantes « dans un délai assez court ». Pour le futur porte-avions qui succédera au Charles de Gaulle vers 2038, la DGA va devoir acheter des catapultes électromagnétiques auprès de l'Américain General Atomics. « Aucun industriel français ne sait en effet concevoir cet élément essentiel d'un porte-avions ». (Voir livre p. 15 et 16) (L'Opinion, 16 mars 2025) 2. PAR RAPPORT À UNE ZONE **GÉOGRAPHIQUE OU À UN PAYS** I- DÉPENDANCE En 2010, un différend territorial lié aux îles Senkaku affecte les relations diplomatiques entre la Chine et le Japon. Cet archipel nippon est revendiqué par Pékin STRATÉGIQUE depuis 1970 et abrite de vastes **réserves d'hydrocarbures**. Le 7 septembre 2010, un chalutier chinois viole les eaux territoriales japonaises et éperonne dans sa fuite un bâtiment militaire japonais. L'ensemble de l'équipage sera arrêté et détenu au Japon. Essuyant une fin de non-recevoir de Tokyo pour faire libérer l'équipage chinois, l'État chinois décrète officieusement un embargo sur l'exportation de terres rares à destination du Japon. Les entreprises nipponnes de haute technologie très dépendantes de leur voisin chinois pour leur approvisionnement sont durement touchées. En 2025, « la Chine contrôle pleinement les flux : elle extrait environ 60 % du minerai et raffine entre 90 % et 100 % selon les terres rares ». « L'Ademe (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) déclarait dans un post LinkedIn en novembre 2024, que la Chine était « le premier producteur mondial de 15 métaux stratégiques, dont 7 en quasi-monopole ». (Voir livre p. 23) (Les Echos, 8 juin 2025) (ADEME, Post LinkedIn, 5 novembre 2024) EX:3 En décembre 2018, le fonds activiste américain Elliott a acheté pour un milliard d'euros d'actions de Pernod Ricard (entreprise de vins et spiritueux), soit 2,5 Le samedi 10 décembre 2022, près de **200 activistes** pénètrent par surprise dans le site de l'usine Lafarge à Bouc-Bel-Air près de Marseille % du capital, et entend désormais peser sur la gestion de l'entreprise. afin de le **saboter pour des motifs écologiques**. La presse relate : le « sabotage de l'incinérateur et des dispositifs électriques, des câbles ELLIOTT
Durant plus d'un an, le groupe familial Pernod-Ricard va résister aux tentatives de déstabilisation et aux exigences du gestionnaire new-yorkais : demandes de réduction d'emplois et de délocalisations de certaines fonctions support en Inde et en Roumanie, incitation à fusionner avec son concurrent principal, le géant sectionnés, des sacs de ciment éventrés, mais aussi des murs repeints de tags... » Résultat : l'intrusion a provoqué l'arrêt du site et a causé 📉 📭 🗚 🕳 🗗 🛣 800 000 euros de dégâts matériels. La perte d'activité sera évaluée à 400 000 euros par jour, « soit un préjudice équivalent à 6 millions des alcools et spiritueux britannique Diageo, demandes de nominations d'administrateurs indépendants de la famille Ricard, etc... (Voir livre p. 31 à 33) **d'euros** ». (France 3 régions, 05/04/2024) (Le Parisien, 29/11/2023) EX:1 EX:1 **41. SABOTAGE - DESTRUCTION** 3. PAR RAPPORT AU FINANCEMENT Après deux tentatives infructueuses de rachat (en 2006 et 2012) de son grand rival français **Suez** (18 milliards d'euros de CA, 90 000 salariés), **Veolia** (27 Dans la nuit du 5 au 6 mars 2023 à Bangui en Centrafrique, « les caméras de surveillance filment quatre hommes masqués en tenues - ACTIVISME ACTIONNARIAL DES BIENS MATÉRIELS ET milliards de CA, 170 000 salariés) lance à la sortie de l'été 2020, un véritable « blitzkrieg » sur son concurrent. similaires à celles des mercenaires russes du Groupe Wagner, jetant une trentaine de cocktails Molotov sur la brasserie Mocaf », une IMMATÉRIELS D'UNE ENTREPRISE SUEZ La stratégie de Veolia, en tant qu'acquéreur, repose sur deux actes : Veolia annonce à la sortie de l'été 2020 racheter à Engie 29,9 % des actions qu'elle filiale du géant français de l'alcool Castel. Plusieurs caisses de boissons prendront feu et seront endommagées. détient chez Suez, ce qui permet à Veolia « de ne pas lancer une **OPA** en bonne et due forme ». Malgré une véritable **guérilla juridique** menée contre son Le Groupe paramilitaire russe Wagner est accusé d'actes d'intimidation et de pression sur le commerce local pour forcer la prédateur, le 18 janvier 2022, Veolia finit par racheter la majorité de son concurrent tricolore Suez pour 13 milliards d'euros. (Voir livre p. 33 à 36) commercialisation de la bière russe l'« Africa Ti L'or » et ainsi réduire les parts de marché du brasseur français Castel et sa bière Mocaf, leader du marché. (portail-ie.fr, 08/11/2024) (Le Monde avec AFP, 16 mars 2023) « Grandes oreilles » de l'ambassade des États-Unis à Paris : « Toutes les négociations et tous les contrats des sociétés françaises estimés à **plus de 200 millions de dollars** » devaient être interceptés par la NSA, selon **WikiLeaks**. « La plupart des secteurs stratégiques sont visés par la NSA: technologies de l'information, électricité, gaz, pétrole, nucléaire, transports, biotechnologies, etc. Toutes les informations recueillies sont ensuite partagées avec les principales administrations américaines ». « Ce qui intéresse par-dessus tout la NSA, ce sont les renseignements sur des appels d'offres impliquant des entreprises Suite au rachat de l'**Américain Monsanto** par l'**Allemand Bayer** en juin 2018, le 10 juillet 2018, un juge fédéral américain permet à des centaines **américaines** ». (Voir livre p. 212) (Guillaume Poupard, Post LinkedIn, septembre 2021) de plaignants d'assigner Monsanto en justice. Le 25 juin 2020, Bayer verse plus de 10 milliards de dollars pour solder la plupart des 125 000 litiges en cours sur le **Roundup**. « En 2021, l'entreprise a alloué 4,5 milliards de dollars supplémentaires » pour d'autres contentieux (dicamba, polychlorobiphényles...), « portant le total de l'enveloppe à plus de 16 milliards ». Dans cette affaire, la justice américaine a probablement été 4. CHANGEMENT DE NATIONALITÉ DE « Les États-Unis assument pleinement tout faire pour aider leurs sociétés sur la scène internationale : « Chaque année, l'« **Advocacy Center** », qui dépend directement du département du Commerce, sélectionne une centaine Advocacy moins encline à réduire les dommages et intérêts une fois que l'entreprise appartenait à des capitaux étrangers... (Voir livre p. 39 à 41) (Libération/ L'ACTIONNAIRE MAJORITAIRE / DU BÉNÉFICIAIRE **EFFECTIF D'UNE ENTREPRISE** de **contrats particulièrement stratégiques** pour l'industrie américaine et va **centraliser les informations** de **Center** tous les services qui pourraient **aider à la victoire américaine** dans ces contrats ». (Marianne, 16/02/2024) La vente d'un lot additionnel de douze nouveaux avions « RAFALE » par la France à l'Égypte a été bloquée par les États-Unis via leur réglementation ITAR (International Traffic in Arms Regulations) en février 2018. « Les Égyptiens souhaitaient ajouter sur les Entre avril 2018 et septembre 2021, Xuan Wu, une thésarde diplômée d'un master de l'Université de Beihang (une "RAFALE" des missiles de croisière "SCALP"; or, les missiles du fabricant français MBDA comportent une petite puce électronique » université proche de l'armée nationale de la République populaire de Chine (APL)), étudiante sur le campus messin d'origine américaine : dès lors, la simple présence de ce composant permet aux Américains l'application de leur droit. Un accord 🔈 des Arts et Métiers, passe plusieurs nuits dans des laboratoires sensibles à Metz et Strasbourg, y introduisant sera par la suite trouvé entre autorités françaises et américaines. (Voir livre p. 44) dans le second, **l'un de ses compatriotes au cours d'un week-end**. S'intéresser également au Centre d'écoutes EX:1 satellitaires chinois de **Chevilly-Larue**... (Mediapart,14 février 2022) (Voir livre p. 213) 40. ESPIONNAGE ÉCONOMIQUE / INDUSTRIEL Suite à l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, Berlin décrète « à l'automne 2018 un embargo sur les ventes d'armes à l'Arabie D'ORIGINE ÉTATIQUE OU PRIVÉE Il a failli couler la boîte en livrant ses secrets au concurrent, le commercial lourdement condamné Par conséguent, Berlin retarde ou refuse « des licences d'exportations de composants allemands destinés à des matériels français exportés en Arabie saoudite. Berlin avait notamment bloqué la livraison de boîtes de vitesses allemandes de certains blindés du **français Arquus**, ainsi que des Avant de quitter **Baudet**, une entreprise spécialisée dans la fabrication de salles de bains basée à Mouchamps (Vendée), pour rejoindre **Polyecim**, un éléments pyrotechniques du canon Caesar, des équipements destinés à l'Arabie saoudite dans le cadre de l'énorme contrat SFMC. Berlin avait concurrent établi à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), un chargé d'affaires de 47 ans « a discrètement livré, avec son adresse mail personnelle, des 5. COMPOSANTS D'ORIGINE ÉTRANGÈRE – REFUS aussi bloqué la livraison de missiles air-air Meteor de MBDA à l'Arabie saoudite, en refusant de livrer le système de propulsion et la charge militaire informations confidentielles et capitales à son futur patron à Saint-Nazaire, sur les secrets et les prix pratiqués par la société Baudet. Au point de DE L'OCTROI DE LICENCES D'EXPORTATION PAR menacer l'existence de la société vendéenne. La Cour de cassation confirmera le précédent jugement et condamnera l'ex-salarié « à verser 800 000 € LE PAYS ÉMETTEUR à son ancien employeur pour violation de ses obligations de loyauté, de discrétion et de secret des affaires ». (Ouest france, 22/06/2025) Lors d'une audition à l'Assemblée nationale en mai 2019, Stéphane Mayer, **PDG de Nexter (KNDS France** depuis juin 2023) déclare que son groupe a « dû changer certains composants allemands pour honorer les engagements de la France et de Nexter. Le joint en est un exemple parmi **EN INTERNE** d'autres, il y a aussi des boîtes de vitesses, des moteurs... ». (Challenges, 09/03/2020) (assemblee-nationale.fr, 03/06/2019) (ege.fr, 16/01/2023) En juillet 2007, Marwan Arbache un ingénieur, ex-cadre de Michelin, tente de vendre au principal concurrent de **EX:2** Dichelin, le Japonais Bridgestone, des secrets industriels d'importance portant sur le nouveau procédé de fabrication de pneus de poids lourds visant à allonger leur longévité, en échange de 100 000 livres sterling. (Voir livre p. 215) MICHELIN Blocage par le Royaume-Uni, en octobre 2020, de la vente d'avions de chasse FA-50 "Fighting Eagle" sud-coréens à l'Argentine, du fait de l'embargo britannique et du refus d'octroyer des licences d'exportation aux équipementiers britanniques pour six composants majeurs (dont les sièges éjectables) fabriqués au Royaume-Uni et intégrés aux FA-50 (constructeur : Korea Aerospace Industries). Cet épisode est lié aux suites « Bussy-Saint-Georges : soupçonnés d'avoir détourné 1,2 million d'euros de meubles à Maisons du Monde » : de la **guerre des Malouines** de 1982. (Voir livre p. 45) Six personnes, dont quatre hommes et deux femmes, ont été interpellées en Seine-et-Marne pour un détournement de meubles d'une valeur estimée à 1,2 million d'euros au préjudice de l'enseigne de décoration et d'ameublement Maisons du Monde. Le groupe revendait en ligne (sur le site Leboncoin ou via des De 2010 à 2025, les entreprises françaises ont payé plus de 15 milliards de dollars à la justice américaine dans le cadre du FCPA annonces sur le réseau social Snapchat), des articles refusés par les clients pour cause de défauts. Ces marchandises, censées être retournées à l'enseigne, ne rruption commis en dehors des États-Unis) et d'autres lois extraterritoriales (ex : non-respect des embargos économiques réintégraient jamais les entrepôts. Selon les inventaires de l'entreprise, il manquait des canapés, des tables, des miroirs, etc. L'enquête a débuté après qu'un oosés par les États-Unis à l'encontre de certains pays). Amendes de : **8,9 milliards de dollars en 2015 pour BNP Paribas**, **787** taux anormalement bas de retours a été constaté chez un transporteur basé à Bussy-Saint-Georges. Le stratagème a fini par attirer l'attention de la direction, qui millions de dollars en 2015 pour le Crédit Agricole, 772 millions de dollars en 2014 pour Alstom, 526 millions de dollars en portera plainte en octobre 2024. Une partie de l'argent détourné, soit 160 000 euros, a été saisie sur les comptes bancaires des suspects. (Le Parisien, 13/04/2025) 2020 pour Airbus, etc... + présence de surveillants en intégrité dans plusieurs cas (risque d'espionnage). *(Voir livre p. 47 à 60)* PARTIE DE LA PRODUCTION D'UN « Un agent SNCF et deux complices jugés pour le vol de... 566 tonnes de rails » Le 16 octobre 2024, « la société américaine du secteur de l'aérospatial et de la défense **Raytheon** est condamnée à une amende de 230 SITE INDUSTRIEL millions de dollars pour violation du FCPA (amende du DOJ et de la SEC) ». Parmi les faits reprochés : le versement de pots-de-vin En août 2023, à Cahors, dans l'ancienne gare de fret de la ville, un agent de la SNCF membre d'une équipe de maintenance a émis un faux bon d'enlèvement pour organiser le vol de SNCF membres de la communauté des gens du voyage, il a revendu ces rails à une entreprise de recyclage entre 2012 et 2016 à un haut responsable militaire qatari pour décrocher des contrats de défense avec le **Qatar**. 566 tonnes de rails, correspondant à 11 km de voie ferrée. Avec deux complices membres de la communauté des gens du voyage, il a revendu ces rails à une entreprise de recyclage - « L'enquête du U.S. Department of Justice contre Raytheon ne s'est bien évidemment portée que sur le cas qatari (voir « Statement pour 120 000 euros. Celle-ci les a ensuite cédés à une autre société pour 200 000 euros. Cette affaire a été découverte après une plainte de la SNCF Réseau et grâce à une enquête de R É S E A U of Facts » du DPA) minimisant ainsi l'amende de Raytheon [...]. Rappelons que quand le U.S. Department of Justice enquête sur une trois mois menée par la Police ». (Le Parisien, 25/04/2025) entreprise étrangère, le périmètre est en général une enquête mondiale sur toutes les filiales du groupe (voir Airbus, Alstom, **6.1 POUR LES PERSONNES MORALES** Siemens, Technip, etc...) ». (Frédéric Pierucci, Post LinkedIn, 26/09/2024) (justice.gov, 16/09/2024) VII – AUTRES FORMES DE Une enquête de l'AFP, publiée le 26 septembre 2019, a mis au jour « quatre attaques informatiques majeures » dont le groupe Airbus a été la cible, CRIMINALITÉ DANS LA via ses sous-traitants entre 2017 et 2018. GUERRE ÉCONOMIQUE Bradley Birkenfeld, ancien banquier d'UBS a reçu en 2012 une récompense de 104 millions de dollars de la part de l'Internal Revenue Service Ainsi, ces cyberattaques ont tour à tour visé le groupe français de conseil en technologie Expleo (ex-Assystem), le motoriste britannique Rolls-Royce puis deux autres sous-traitants français (non identifiés par la presse). **AIRBUS** L'ex-gérant de fortune avait dénoncé aux autorités américaines en 2009 les pratiques d'évasion fiscale que menait sa banque auprès de riches Les cyberenquêteurs de la DGSI et de l'ANSSI soupçonnent les Chinois d'avoir pu pénétrer les infrastructures informatiques d'Airbus et y subtiliser contribuables américains. Ses révélations auront permis au fisc américain de récupérer en tout plus de 5 milliards de dollars d'impôts dus. des données stratégiques, dont « le vol de documents techniques, relatifs à la certification des avions du géant européen ». En effet, la Chine 🔾 🧲 En outre, UBS est forcée de rompre le célèbre secret bancaire suisse. L'établissement bancaire helvétique transmettra ainsi l'identité de 4 450 s'efforce de mettre au point son premier moyen-courrier le C919, et tente d'obtenir la certification des agences de sécurité aérienne américaine (FAA) et clients américains à leur pays d'origine. Depuis la création de ce programme, la Securities and Exchange Commission aura alloué de 2010 à 2019, européenne **(EASA)**. *(Voir livre p. 204 et 205)* 387 millions de dollars à soixante-sept lanceurs d'alerte. (Voir livre p. 57 et 58) EX:3 6. APPLICATION EXTRATERRITORIALE D'UNE LÉGISLATION ÉTRANGÈRE « Cybersécurité aux JO : la gendarmerie envoie un mail frauduleux, 10 % des militaires tombent dans le panneau Le 14 avril 2013, Frédéric Pierucci, président monde de la division chaudière d'Alstom Power, est arrêté aux États-Unis pour des faits de corruption ommis en 2003 en Indonésie. (Il effectuera 2 années non consécutives dans des prisons de haute sécurité). But des USA : 1/ couper court à tout rapprochement entre le français Alstom Power et le chinois Shanghai Electric. 2/ Faire pression sur son PDG Patrick Kron avec l'objectif que son 🖒 Dans le cadre d'un exercice, l'état-major de la RGIF envoie un mail contenant un lien piégé, en pleine nuit, aux 9 000 gendarmes et gendarmes adjoints groupe soit vendu à l'américain **General Electric**. (Voir livre page 62 à 66) de la **région Île-de-France** (RGIF). Le message alléchant porte pour objet : « Dotation exclusive de places pour les épreuves des Jeux olympiques 2024 ». 38. CYBERATTAQUE MENÉE DIRECTEMENT Ce mail est ouvert « par environ 5 000 gendarmes et **500 ont donc cliqué sur le lien, soit 10 % d'entre eux** ». (Le Parisien,16 mars 2024) **CONTRE UN CONCURRENT OU PAR LE BIAIS DE SES FOURNISSEURS** À la demande des **États-Unis**, Eberhard Reichert, un **retraité allemand du groupe Siemens** âgé de soixante-dix-huit ans, est arrêté durant ses vacances en Croatie par la police locale puis extradé En mai 2025, L'Express a fait mention de l'existence d'un document de 16 pages, rédigé par "la communauté du 1er cercle" dont la DGSI, la DGSE, la DRM, aux États-Unis en décembre 2017. On lui reproche le versement de **pots-de-vin à des officiels 6.2 POUR LES PERSONNES** la DRSD et compilé par le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN). Dans leur article, les journalistes évoquent le cas d'une **PHYSIQUES** Argentins la fin des années 90. (Voir livre p. 66 et 67) cyberattaque découverte en 2023, « très probablement menée par le GRU » (le service de renseignement militaire de la Fédération de Russie) contre « KNDS France le nouveau nom de Nexter, fabricant des fameux canons Caesar ». « Le 11 décembre 2023, l'entreprise a publié sur son site Internet un communiqué discret indiquant qu''une analyse réalisée début 2023 en collaboration avec l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) a révélé la compromission d'équipements informatiques" et "l'exfiltration de certains courriels » pendant « plusieurs mois". L'implication partir de juin 2014, l'**éviction de treize collaborateurs** de son état-major. / À **Société Générale** : russe n'avait jamais été révélée. *(L'Express, 13/05/2025)* départ imposé également par les États-Unis du numéro deux, Didier Valet, en mars 2018, afin de permettre de débloquer les dossiers libyens et l'affaire du Libor. (Voir livre p. 61) Suite à l'attaque militaire de la Russie contre l'Ukraine en février 2022, un grand nombre de pays occidentaux ont décidé de soutenir militairement l'Ukraine tout en adoptant une série de sanctions économiques contre la Russie. Parallèlement, ces mêmes pays continuent de **dépendre de la Russie** pour un certain nombre de biens. A titre d'exemple, outre l'**achat de titane et** À l'été 2020, le numéro un mondial du luxe LVMH annonce à l'AFP : « une saisie "historique" (avec l'aide des autorités grecques) de plus d'un million de flacoris de partir contrefaits (dont Guerlain, Dior ou Kenzo) en Grèce, destinés au marché local. Ravi, Laurent Marcadier, le directeur de la protection des actifs et des personnes du groupe tricolore déclare à cotte occasion : « C'est une saisie historique : d'habitude nous avons plutôt des entrepôts et des lieux de stockage, et ce qui est inédit ici, c'est que nous avons aussi le de pétrole russe, l'Union européenne (UE) a acheté pour près de 6 milliards d'euros d'engrais à la Russie entre 2022 et 2025. En 2023, l'UE a payé 8 milliards d'euros à Moscou pour l'importation de gaz Russe et 1,3 milliard d'euros pour l'importation de céréales et oléagineux. Quant aux États-Unis, ils ont par exemple déboursé en 2022 puis en 2023, plus d'1 milliard de dollars / centre de production ». LVMH dispose d'un budget de l'ordre de 40 millions d'euros par an dédié à la lutte contre la copie de ses produits. (Voir livre p. 195 à 197) an, puis 624 millions de dollars en 2024 pour acheter de l'uranium enrichi à l'entreprise publique russe Rosatom. (L'Express, 23/06/2025 + voir les autres sources en annexe) « Saisie record de contrefaçons aux puces de Saint-Ouen : 27 000 paires de Nike partent à la déchetterie » : 37. CONTREFAÇON DES PRODUITS D'UNE ENTREPRISE « Le 7 mars 2025, malgré les sanctions visant la Russie pour son invasion de l'Ukraine et les difficultés de son industrie de [...] « Les policiers sont parvenus ce dimanche à s'introduire dans la caverne d'Ali Baba de la contrefaçon ». Un box abritait « un stock exceptionnel » de - COPIE ET RÉTRO-INGÉNIERIE l'armement à lui livrer, dans les délais, les équipements militaires qu'elle lui a commandés, l'Inde a fait savoir qu'elle venait de signer baskets.. Trois hommes ont été interpellés. Montant du préjudice : près de 3,5 millions d'euros. un contrat de 248 millions de dollars avec l'agence russe Rosoboronexport afin de se procurer de nouveaux moteurs [probablement des V-92S2] destinés aux chars T-72 en service au sein de ses forces terrestres ». (opex360.com, 8 mars 2025) (Reuters, [...] « Sur plusieurs étages, des cartons de chaussures empilés comme dans un entrepôt de logistique. « Il y avait principalement des Nike TN et des Nike Air Force One, précise la même source. Des chaussures vendues entre 120 et 200 euros dans le commerce et qui partaient entre 40 et 80 euros aux Puces ». Normal, il ne s'agit que de **baskets contrefaites en Turquie ou en Chine** ». (Le Parisien, 02/09/2024) 7. SANCTIONS INTERNATIONALES Des bouteilles de vodka russe à destination de la Corée du Nord saisies par les douanes néerlandaises : <u>l'État nord-coréen, en raison de son programme nucléaire et balistique, a été mis sous sanction par l'ONU.</u> Vinci, victime d'une attaque informationnelle sur son cours de bourse : Le 26 février 2018, le conseil de l'Union européenne a transposé dans le droit européen des listes de sanctions supplémentaires émanant des Nations Unies contre la Corée du Nord. En 2016, le groupe Vinci a été victime d'une manipulation de son cours de bourse. Le 22 novembre 2016 à 16 h 04, à quatre-vingt-dix minutes de la fermeture de la Le 27 février 2019, les **douanes néerlandaises** « en application de l'article 55 de l'Union européenne sur la Corée du Nord » ont déclaré avoir **saisi** Bourse de Paris, un faux courriel est reçu par des agences de presses. Ce faux communiqué de presse évoquait d'importantes erreurs comptables, le fait que plus de dans le port de Rotterdam 90 000 bouteilles de vodka russe. D'après leurs informations, ces bouteilles étaient supposées être destinées à la 2 milliards d'euros avaient été provisionnés, ainsi que la démission du directeur financier. À 16 h 06, les agences Bloomberg et Dow Jones reprennent le communiqué dans une dépêche, semble-t-il sans vérifier l'information. En quelques minutes le faux communiqué de presse fait réduire la capitalisation du géant français du BTP de Corée du Nord. (Voir livre p. 68 et 69) 36,5 milliards à 29,5 milliards d'euros. Soit une perte de 18 %. À 16 h 27, un autre communiqué, toujours faux, est envoyé pour démentir le premier. À la clôture de la Bourse, le cours revient presque à la normale (en recul de 4 % par rapport à l'ouverture de la séance) après la publication à 16 h 49 d'un communiqué, Désireuse de doubler ses livraisons de gaz naturel vers l'Europe occidentale via l'Allemagne, et ce, avec son soutien, la Russie a entamé cette fois authentique de la société. Ce cadencement laisse envisager, parmi d'autres hypothèses, que les escrocs aient pu passer les ordres d'achat alors que les valeurs en avril 2018 la construction d'un second gazoduc sous-marin « Nord Stream 2 » en mer Baltique. Opposés à ce projet, les Étatschutaient, et auraient revendu dès la remontée des cours dont eux-mêmes se faisaient orchestrateurs. Unis menacent d'un premier volet de sanctions les entreprises européennes impliquées dans le consortium de Nord Stream 2. Sous Pour avoir diffusé de fausses nouvelles à la bourse de Paris, l'agence de presse Bloomberg est condamnée au mois de décembre 2019, à une amende de cinq **36. UTILISATION D'INFORMATIONS** la pression de l'extraterritorialité du droit américain, l'entreprise suisse Allseas qui possède le plus grand navire de pose de pipelines millions d'euros par l'Autorité des marchés financiers (AMF). (Voir livre p. 193 et 194) du monde et était engagée par le groupe russe Gazprom pour construire la section offshore du gazoduc, annonce en décembre 2019 la suspension de ses travaux d'installation. Le groupe norvégien de gestion des risques et d'assurance qualité **DNV GL** déclare « mettre fin à ses travaux de vérification et de certification du projet de gazoduc Nord Stream 2. La société de conseil danoise Ramboll et le groupe d'assurance suisse **Zurich AG**, se retireront également de ce projet vers la mi-janvier 2021 pour des raisons similaires. (Voir livre p. 73 à 76) Affaires de corruption au Parlement européen : EX : 1 « Qatargate » : révélé en décembre 2022, ce scandale de corruption implique des parlementaires européens, dont la vice-présidente Éva Kaili (157 555 euros en Lors du premier mandat du président Donald Trump, les **États-Unis** annoncent le 8 mai 2018 leur **retrait unilatéral** de **l'accord de** liquide retrouvé chez elle ; son père, appréhendé, transportait quant à lui une valise contenant 720 000 euros en billets qu'elle lui avait remis). Ils sont accusés Vienne sur le nucléaire iranien JCPOA (Joint Comprehensive Plan of Action). Cependant, l'accord de Vienne est toujours en vigueur d'avoir accepté des pots-de-vin de la part du Qatar, du Maroc et de la Mauritanie en échange d'influence politique (par exemple, un accord de voyage sans visa **8.1 POUR LES PERSONNES MORALES** pour les autres pays signataires. Leurs entreprises ont donc, juridiquement, toujours le droit de continuer à commercer avec entre Doha et l'UE). (Le Monde, 12 avril 2023) (Médiapart, 8 décembre 2023) Malgré ce fait, de nombreuses entreprises internationales, et notamment françaises (dont le pétrolier **Total**, ou les constructeurs « Affaire Huawei » : mise en lumière en 2023, ce scandale de corruption met en cause le géant chinois de la tech Huawei et des membres du Parlement automobiles **PSA et Renault**) revenues investir en Iran en 2015, préfèrent se retirer partiellement ou totalement du pays **par crainte** européen. De 2021 à 2023, en échange de prises de positions politiques concernant l'équipement 5G et les préoccupations de sécurité et d'espionnage, il est du risque que représentent les **sanctions extraterritoriales américaines**. (ihemi.fr, 17/05/2019) (p.70 à 72) reproché à Huawei d'avoir offert à des parlementaires européens des sommes d'argent ainsi que des cadeaux démesurés, comme des frais de bouche, de voyage ou encore des invitations régulières à des matchs de football. (Politico, 17 mars 2025) II – VULNÉRABILITÉ Le 1er décembre 2018, sur la base d'un mandat d'extradition des États-Unis, les autorités canadiennes procèdent à l'arrestation de Meng 35. CORRUPTION D'UN OU DE PLUSIEURS JURIDIQUE OU LIÉE A LA Wanzhou, la directrice financière de Huawei (et fille du fondateur du groupe). Elle faisait escale à l'aéroport de Vancouver pour se 8. SANCTIONS NATIONALES DÉFAVORISANT Entre 2015 et 2021, les commerciaux des laboratoires Urgo ont offert sur l'ensemble du territoire national plus de 55 millions d'euros de cadeaux **DÉCIDEURS - TRAFIC D'INFLUENCE** RÉGLEMENTATION LES CONCURRENTS ÉTRANGERS – EMBARGO (magnums de champagne, montres de luxe, iPhone...) à près de **8 600 pharmaciens d'officine** (sur un total d'environ 25 000 titulaires), **en contrepartie INFRACTIONS AU DISPOSITIF ANTI-CADEAUX** LABORATOIRES La justice américaine reproche au numéro deux du géant chinois des télécoms d'avoir cherché à contourner les sanctions économiques de l'abandon de remises commerciales sur leurs produits, et ce, « dans le but d'augmenter leurs marges, leurs bénéfices et leurs parts de marché au américaines imposées contre l'Iran. Neuf jours après l'arrestation de Mme Meng au Canada, deux ressortissants canadiens : Michael Kovrig (un ancien diplomate) et Michael Spavor (un entrepreneur), sont placés en détention en Chine sous l'accusation d'espionnage. Fin En janvier 2023, le groupe Urgo a plaidé coupable et a été condamné à une amende de 1,125 million d'euros « en plus de 5,4 millions d'euros qui ont septembre 2021, détenus depuis mille jours en Chine, les deux ressortissants canadiens sont libérés en même temps que Meng Wanzhou, dans fait l'objet d'une saisie pénale ». (economie.gouv.fr, 27/01/2023) le cadre d'un échange de prisonniers. (Voir livre p. 77 et 78) (Le Figaro, 27/09/2021) EX:1 Le 11 juillet 2023, la Commission européenne annonce le recrutement de Fiona Scott Morton, une ressortissante américaine, en qualité d'économiste en chef de la Accusée d'avoir acheminé illégalement du matériel de télécommunications vers l'Iran et la Corée du Nord, la firme ZTE est condamnée une première direction générale de la concurrence. L'une de ses missions consiste à réguler les géants de la tech. Le MEDEF dénonce qu' « au-delà de sa nationalité, c'est le fait qu'elle ait fois le 7 mars 2017 par la **justice américaine**, à une **amende d'1,19 milliard de dollars**. Suite à de nouvelles **violations de sanctions**, au mois de juin auparavant travaillé pour des entreprises technologiques américaines [les GAFAM], puis pour le Department of Justice américain [DOJ] à la division antitrust, qui aurait dû 8.2 POUR LES PERSONNES PHYSIQUES 2018 le fabricant chinois accepte un compromis avec les autorités américaines se traduisant par le versement d'une pénalité d'un milliard de dollars.

En outre, l'équipementier en télécoms est sommé par les États-Unis durant l'été 2018 d'opérer des remaniements significatifs au sein de sa direction pousser les services de la Commission à plus de prudence ». En outre, l'équipementier en télécoms est sommé par les États-Unis durant l'été 2018 d'**opérer des remaniements significatifs au sein de sa direction**. [...] « L'ouverture à un ressortissant non européen posait au passage un vrai problème, puisqu'une « habilitation au secret » doit être délivrée par l'État membre d'origine vu Le conseil d'administration est intégralement renouvelé et le président du groupe ZTE, Yin Yimin se voit contraint de présenter sa démission. la sensibilité des informations que l'économiste en chef a à connaître. La Commission comptait-elle s'adresser au FBI ? ». Suite à des protestations, notamment françaises, le mercredi 19 juillet 2023, l'économiste Fiona Scott Morton a annoncé qu'elle renonçait à briguer ce poste clé de l'UE. (Libération, 12 septembre 2023) (medef.com, 15 juillet EX : 2 Face à leur perte importante de parts de marché avec leur technologie paratonnerre à tige simple (PTS), des **industriels allemands** aidés par des acteurs anglo-saxons lancent entre 2001 et 2010 une campagne internationale de dénigrement et de déstabilisation « Des trous dans les partenariats de la Fédération [française] de golf : 34. CONFLIT D'INTÉRÊTS D'UN contre la technologie française du paratonnerre à dispositif d'amorçage (PDA), dans le but de semer le doute et le discrédit PRESTATAIRE TRAVAILLANT autour de cette technologie. Leurs objectifs sont : 1/ d'imposer une nouvelle norme européenne qui favoriserait la technologie PTS Si pour l'Agence anticorruption [AFA], les instances dirigeantes de la Fédération française de golf (FFGolf) se sont engagées dans une démarche anticorruption, de **POUR DEUX ENTREPRISES** et exclurait la norme française PDA NFC 17-102 et ses industriels. 2/ de faire exclure la technique du PDA des appels d'offres nombreuses failles demeurent. L'agence considère ainsi que l'instance n'a pas mis en œuvre une politique suffisante pour "gérer les situations de conflits d'intérêts". CONCURRENTES **publics**. (<u>Guerre économique : comment gagner ?</u>, Nouveau Monde Éditions, p. 78 à 91) Dans leur rapport, les inspecteurs font ainsi allusion à un étrange cumul des casquettes à la tête de l'organisation. [En effet], le président de la fédération depuis EX : 1 2020, Pascal Grizot, est également le propriétaire de la société de sécurité CPS, qui encadrait l'Open de France depuis de nombreuses années. Il avait aussi remporté l'appel d'offres pour la Ryder Cup en 2018 lorsqu'il était numéro deux de l'organisation ». Créé en 2012 par des lobbies agroalimentaires américains, le "Consortium for Common Food Names" (CCFN) cherche à remettre en cause les labels agricoles européens et affiche sur son site un objectif on ne peut plus explicite: « Contrer l'action agressive de l'Union européenne visant à restreindre notre droit d'utiliser des noms communs Lors d'une audition à l'Assemblée nationale, l'association Anticor estime que s'agissant de M.Pascal Grizot, « le conflit d'intérêts est manifeste mais aucune suite d'aliments.» Le CCFN défend l'usage de noms génériques pour des produits emblématiques tels que la Feta, le parmesan ou le chorizo, dans sa lutte contre les labels IGP pénale n'a jamais été donnée à cette affaire ». (assemblee-nationale.fr, 28/09/2023) (lalettre.fr, 08/10/2024 - 24/04/2023 - 13/02/2020 - 17/09/2018) 9. LOBBYING D'UN CONCURRENT, D'UN ÉTAT (Indication Géographique Protégée) et AOP (Appellation d'Origine Protégée). Par exemple, en janvier 2022, il a été statué, puis confirmé en appel en mars 2023 par les tribunaux **OU D'UNE ORGANISATION POUR OBTENIR** américains, que le terme « gruyère » peut désormais désigner des fromages produits non seulement en France et en Suisse, mais aussi ailleurs dans le monde, notamment aux **DES NORMES LE FAVORISANT** Selon une délibération publiée le 4 août 2022, « la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) a retoqué le projet de reconversion **États-Unis**. (portail-ie.fr, 25/04/2024 ; commonfoodnames.com) EX:2 de l'ex-ministre de l'Enseignement supérieur [Frédérique Vidal], qui souhaitait notamment intégrer l'école de commerce internationale Skema Business School en tant que directrice de la stratégie du développement. Tandis qu'elle a fermé ses derniers réacteurs nucléaires, l'Allemagne fait son maximum au sein des instances européennes « pour exclure le nucléaire de Dans son communiqué, la Haute autorité juge que l'ex-ministre a « pris plusieurs décisions et conclu plusieurs contrats, au cours des trois dernières années, tout système de subvention – notamment celui de la taxonomie européenne - invoquant des raisons écologiques. L'objectif est, en fait, de priver de fonds concernant Skema Business School, dont une subvention pour l'année 2021 qui a fait l'objet d'une augmentation de 20 % ». La Skema Business School est européens le secteur du nucléaire garant d'une électricité peu onéreuse que Berlin jalouse sournoisement ». Henri Proglio (Ex-DG d'EDF) : « Comment un établissement d'enseignement supérieur privé reconnu depuis 2015 » ». (Marianne, 05/08/2022) voulez-vous que ce pays qui a fondé sa richesse, son efficacité, sa crédibilité sur son industrie accepte que la France dispose d'un outil compétitif aussi puissant qu'EDF à sa porte ? Depuis trente ans, l'obsession allemande est la désintégration d'EDF ; ils ont réussi! ». (Rapport d'alerte, ege.fr, 22 juin 2023) Le 2 avril 2024, Jean-Louis Missika, l'ex-adjoint à l'urbanisme d'Anne Hidalgo à la mairie de Paris (avril 2014 à juin 2020) est condamné par le Tribunal judiciaire de Paris pour prise illégale d'intérêts, à une amende de 90 000 euros et à une inéligibilité de deux ans. « En cause : l'immédiateté de son passage au secteur L'Américain SiGen a-t-il tenté d'obtenir des informations stratégiques sur le Français Soitec par la voie judiciaire? Lors de son mandat, Missika « a eu la haute main sur tous les programmes immobiliers de la capitale donnant l'impulsion politique des grands projets et Fondée en 1992, **Soitec** est un véritable **fleuron de l'industrie française** spécialisée dans la conception et la production de matériaux destinés aux Novaxia, orchestrant les opérations d'ampleur telles que « Réinventer Paris » auxquelles ont concouru différents promoteurs dont Gecina et Novaxia... qui l'ont circuits de composants électroniques. Soitec « joue un rôle clé dans l'industrie de la microélectronique » et détient plus de 3 500 brevets actifs. embauché sitôt achevé son mandat d'édile en juin 2020 ». Novaxia a par exemple été l' « heureux attributaire d'un bail à construction portant sur une partie de HUMAINES PRÉJUDICIABLES gec1na l'Hôtel-Dieu à Paris, accordé à la suite de la décision d'un jury où siégeait notamment l'adjoint à l'urbanisme ». 015 et 2016, l'entreprise française déclare faire l'objet de **dépôt de plainte** de la part de l'**Américain Silicon Genesis Corporation (SiGen)** qui 33. PANTOUFLAGE DOUTEUX l'accuse de recourir à la contrefaçon et d'utiliser illégalement plusieurs de ses brevets. « L'idée du PNF est d'envoyer un message clair aux entreprises : il y a une responsabilité partagée entre le pantoufleur et ceux qui les appointe ». (Marianne, **MENACES** 04/09/2024) (Le Parisien, 2 avril 2024) Or, dans la procédure de « discovery » lancée contre Soitec, celle-ci « aurait obligé l'entreprise à divulguer la liste de ses sites de production, mais aussi **l'implantation commerciale** ou encore **"les spécifications techniques liées"** à leurs produits ». (Voir livre p. 87 et 88) EX : 1 « Le conseiller "chargé des retraites" d'Olivier Dussopt rejoint Axa France... leader sur le marché de l'épargne retraite » : Depuis le mois d'avril 2025, le ministère chinois du Commerce exige désormais, des informations sensibles en contrepartie des Léo Roesch, jeune conseiller « chargé des retraites » auprès du ministre du Travail de juin 2022 à octobre 2023, « quitte son poste pour le privé, et pas n'importe licences d'exportation qu'elle octroie pour la fourniture de terres rares ou d'aimants. Selon un article du journal Financial Times, 10. OBLIGATION JURIDIQUE DE lequel : le normalien rejoint l'assureur Axa, leader de l'épargne retraite par capitalisation... » [...] « Auparavant, il occupait déjà un poste similaire auprès du plusieurs entreprises comme le fabricant allemand d'aimants Magnosphere ou l'entreprise italienne B&C Speakers, qui fabrique **DÉVOILER DES INFORMATIONS** secrétaire d'État Laurent Pietraszewski, lorsque ce dernier détenait le portefeuille de la Réforme des retraites et à la Santé au travail, entre 2019 et 2022 ». (Marianne des haut-parleurs, ont fait part de leur inquiétude à cet égard. **CONFIDENTIELLES - AUDIT** es autorités chinoises demandent en effet des données complètes sur leurs activités, leur main-d'œuvre, leurs procédés techniques, la liste de leurs clients, les applications finales de leurs produits et sur leur production. Certaines doivent également fournir des **photos** et des **vidéos** des **lignes de production**, faute de quoi, leurs commandes ne sont pas honorées. Jens Eskelund, président de la Chambre de commerce de l'UE en Chine, a déclaré que « le niveau de détail requis soulevait des inquiétudes en matière de propriété intellectuelle, en particulier pour les entreprises des secteurs sensibles ». (Financial Times, 12 juin 2025) (Stéphanie VERRUPEN, Post LinkedIn, 13 juin 2025) En 2007, le ministère indien de la Défense avait émis un appel d'offres afin de renouveler sa flotte d'hélicoptères. Projet d'achat de 97 hélicoptères pour 600 millions de dollars. L'Européen **Eurocopter** (groupe EADS) avait été **sélectionné au** détriment de l'américain Bell et du russe Kamov. Bell Helicopter avait alors fait valoir qu'un « officier faisait partie du comité d'évaluation (du ministère de la Défense) alors que son frère dirigeait l'unique distributeur d'Eurocopter en Inde ». Le SALARIÉS DU VENDEUR ET DE processus d'acquisition sera suspendu après enquête. (Voir livre p. 178) Quand une administration africaine abuse de ses prérogatives 11. DÉCISION ARBITRAIRE ntinuer à fabriquer son ciment. La **cimenterie** n'a eu d'autre choix que d'avoir recours à la **corruption de** D'UNE ADMINISTRATION politiciens pour obtenir de nouvelles autorisations administratives. (Voir livre p. 92) De 2015 à 2018, plusieurs pays dans le monde (le Royaume-Uni, l'Allemagne, les États-Unis et la France), puis la Tchéquie en 2023, accusent la Chine d'employer des espions sur LinkedIn. Ceux-ci sont chargés de soutirer des informations économiques à des cadres prometteurs travaillant pour l'administration publique ou dans des entreprises privées. Depuis plusieurs années, la Chine privilégie la conquête de marché à la rentabilité. Son but : faire tomber la base Dans une note déclassifiée d'octobre 2018, la DGSE et la **DGSI** dénoncent des « tentatives répétées des services de renseignement chinois "d'approcher de potentielles sources **industrielle européenne** et la remplacer. Pour y parvenir, la Chine octroie à ses entreprises des **prêts préférentiels** et humaines" dans le but de "pénétrer à des fins d'espionnage les plus hautes sphères de l'administration, des cercles du pouvoir et des grandes entreprises françaises ». déverse vers l'Europe des biens subventionnés, comme les véhicules électriques de BYD, les vêtements de Shein, de Parmi le savoir-faire français que la Chine veut piller, les agents de Pékin ciblent prioritairement les brevets, les informations sensibles ainsi que le matériel de haute l'**acier**, de l'**aluminium**, des **batteries** ou encore des stocks de **panneaux solaires** chinois à prix cassés (faillite du fabricant **31. OBTENTION** français Systovi en avril 2024, arrêt provisoire de l'Allemand Meyer Burger en mars 2024...). (Les Echos, 23 juillet 2025 + voire les D'INFORMATIONS PAR autres sources en annexe) Lors d'une audition à huis clos à l'Assemblée nationale, le 15 février 2023, Bernard Émié, directeur général de la sécurité extérieure (DGSE), déclare que 17 000 Français ont été « **MANIPULATION D'UNE** tamponnés » par hameçonnage via LinkedIn, et ce, « depuis 2014 – et sans doute avant ». (Voir livre p. 176) (euractiv.fr, 13 septembre 2024) (assemblee-nationale.fr, 15 février 2023) Modi favorise la production de smartphones indiens par le protectionnisme. À l'image de son voisin chinois, l'homme d'État indien Narendra Modi s'est fixé parmi ses objectifs économiques, celui de transformer son pays en un centre majeur de fabrication de téléphones portables. 12. PROTECTIONNISME AVÉRÉ Du 1er février 2018 jusqu'en juillet 2024, l'administration indienne a taxé à hauteur de 20 % les importations de téléphones - DUMPING - TENSIONS entièrement assemblés et a également imposé une taxe de 10 % sur les importations de composants clés de téléphones COMMERCIALES ENTRE ÉTATS De hauts dirigeants et des milliardaires de la tech américaine financent des start-up produisant de la viande artificielle (Beyond Meat, Just Food, portables (cartes à circuits imprimés, modules de caméra, connecteurs...), et ce, afin d'inciter les entreprises à fabriquer ou à Memphis Meats...). En parallèle, pour imposer leurs produits de substitution et déconsidérer la viande traditionnelle en Europe, ils versent, via l'organisme assembler en Inde. (Voir livre p. 94 et 95) américain Open Philanthropy Project, des dizaines de millions de dollars à des associations défendant la fin de l'élevage en Europe (Mercy For Animals, Animal Equality...). L'association française anti-viande **L214** a ainsi reçu plus de 3 millions de dollars de dons de la part de cet organisme entre 2017 et 2021. Alors que les viticulteurs français subissent de plein fouet une crise sans précédent, l'Union européenne à versé durant l'été 2025 une **subvention de 15 millions d'euros**... **aux viticulteurs sud-africains** (10 pour le développement des vignobles et 5 pour financer la commercialisation du vin sud-africain). Joël Boueilh, président des Vignerons coopérateurs de France a déclaré à ce propos : « non seulement **on encourage nos** L'Allemagne subventionne les fondations Heinrich-Böll-Stiftung et Rosa Luxemburg, qui financent elles-mêmes des associations opposées aux centrales nucléaires françaises, comme le Réseau Action Climat (Greenpeace France, Les Amis de la Terre ou encore le réseau Sortir du Nucléaire), (= activisme par concurrents, mais on finance leur développement ? Cela n'a aucun sens ». (Le Figaro, 28 juin 2025) proxies / structure de lobbying antinucléaire / taxonomie européenne / publication de rapports et articles stigmatisants...) --> dissimulation de l'implication étatique, accès à des populations autrement inaccessibles, défense inavouée des intérêts économiques allemands. (Rapport d'alerte, ege.fr, 22 juin 2023) Le 20 avril 2018, une campagne est lancée au Maroc contre la « cherté de la vie » et débouche sur Facebook, par des appels au boycott contre 3 INTERPOL, cheval de Troie contre les médicaments génériques? sociétés accusées de positions hégémoniques : la Centrale Danone (produits laitiers), Sidi Ali (l'eau minérale) et Afriquia (les stations-service). En définitive, en 2018, l'effet du boycott sur les ventes au Maroc a représenté, pour le groupe Danone, un manque à gagner de 178 millions d'euros En mars 2013, les 29 plus grosses **compagnies pharmaceutiques** mondiales s'engagent, dans un accord, à verser à l'organisation internationale, 4,5 millions d'euros pour une coopération sur trois ans afin d'aider Interpol à lutter contre les médicaments contrefaits. Une enquête publiée par l'École de Pensée sur la Guerre Économique (EPGE) évoque dans ses conclusions, que ce boycott n'était pas un mouvement Suite à une dizaine de cas de saisies de médicaments génériques par des douaniers européens entre 2008 et 2010, dont certains à la spontané mais prémédité, et que des blogueurs et des hackers ont utilisé des moyens professionnels, sur le plan technique et du narratif. Le Parisien demande de laboratoires pharmaceutiques, cet accord a-t-il pour but de lutter officieusement contre des fabricants de médicaments s'interroge : « Règlements de compte dans le petit monde de l'économie marocaine ? Coup de boutoir de certains islamistes du PJD ? », État étranger ? génériques, des concurrents indiens par exemple ? À l'automne 2016, Interpol ne renouvellera pas son partenariat avec l'industrie (epge.fr, septembre 2019) (Le Parisien, 6 juin 2018) pharmaceutique. (Voir livre p. 98 à 100) Le conflit israélo-palestinien, source de guerre économique par le boycott : Suite à l'appel au boycott mené par l'organisation propalestinienne BDS (Boycott, Désinvestissement Sanctions), plusieurs dizaines d'entreprises étrangères fonds de pension néerlandaise **PGGM** de cinq banques israéliennes (janvier 2014) mais aussi la vente par le géant britannique de la sécurité **G4S** de sa filiale « G4S la callabandaise PGGM de capital-investissement israélien FIMI (décembre 2016), ou apsora l'agrât de la callabandaise par le géant britannique de la sécurité **G4S** de sa filiale « G4S la callabandaise par le géant britannique de la sécurité **G4S** de sa filiale « G4S la callabandaise par le géant britannique de la sécurité **G4S** de sa filiale « G4S la callabandaise par la callabandaise trains occidentaux (Bombardier, Kawasaki, Siemens) les technologies qui lui manquent, et ce, grâce aux mémoires techniques de certains des candidats. Les Chinois ne donneront pas de suites à leur appel d'offres. Israël » au fonds de capital-investissement israélien FIMI (décembre 2016), ou encore l'arrêt de la collaboration de la société d'eau potable néerlandaise Vitens avec En 2011 naît le tout **nouveau TGV chinois** de l'entreprise CRRC sur la ligne Pékin – Shanghai... *(Voir livre p. 102 à 104)* la compagnie israélienne de distribution d'eau Mekoro (janvier 2014). (Voir livre p. 161 à 164) EX : 1 DÉSINVESTISSEMENT D'UNE ENTREPRISE En 2011, le **syndicat Chorégraphes Associés** tire la sonnette d'alarme. Il reproche à certains **théâtres** de faire jouer l'offre et la demande pour construire un événement « Face à une campagne régionale de boycott, McDonald's rachète toutes ses franchises en Israël » : 14. FAUX APPEL D'OFFRES régraphes Associés dénonce le fait que certains organisateurs de théâtres peu scrupuleux créent de faux appels d'offres qui n'aboutiront jamais. Ces « [...] Quelques jours après l'attaque du Hamas le 7 octobre [2023], McDonald's Israël communique sur un don de plusieurs dizaines de milliers de repas à l'armée organisateurs font venir plusieurs groupes d'artistes différents, écoutent, prennent des notes et observent leurs démonstrations artistiques puis leur volent leurs israélienne. Au même moment, Benyamin Netanyahu ordonne le blocus de Gaza, les ONG avertissent déjà d'un risque de famine dans l'enclave palestinienne ». ls réutiliseront par la suite ces idées volées pour les intégrer dans leur propre programmation artistique. revanche, l'organisateur qui vient présenter son œuvre artistique à un théâtre se doit de verser les salaires de ses artistes, de ses techniciens et de l'administrateur du « [...] Cette initiative prise sans l'aval de la maison mère provoque un mouvement de boycott dans tout le Moyen-Orient. Début janvier [2024], le PDG de McDonald's lieu... (Voir livre p. 101) reconnaît un « **impact significatif » sur son chiffre d'affaires** dans toute la région, mais aussi en France, en Malaisie ou en Indonésie ». Pour tenter d'éteindre l'incendie, le groupe américain McDonald's décide de reprendre la main sur la communication de sa branche israélienne en prenant « la décision de racheter tous ses restaurants en Israël, soit 225 restaurants franchisés, confiés depuis plus de trente ans à une entreprise israélienne ». (RFI, 05/04/2024) III - MANIPULATION DE Le géant du conseil Accenture a tenté de piéger l'émission « Cash Investigation » pour nuire à son concurrent **L'INFORMATION** Onepoint. Via un courrier anonyme, le responsable du lobbying d'Accenture France s'est fait passer pour un accenture onepoint agent du ministère des Armées et a invité les journalistes à enquêter sur le PDG de Onepoint qui "bénéficierait d'un accès privilégié au marché de la défense grâce à ses relations". (Libération / AFP, 16/09/2024) Attaques informationnelles aux États-Unis contre la SNCF et sa filiale Kéolis America pour son rôle durant la 2nde Guerre EX : 1 mondiale (déportation des juifs) lors de réponses à des appels d'offres concernant la construction de lignes de train à grande vitesse en Californie, en Floride et dans l'État du Maryland (de 2010 à 2014). Une action orchestrée par un concurrent ? *(Voir livre p.* « Le 12 octobre 2017, [...] huit militants [de Greenpeace] se sont introduits avec leurs banderoles sur le site de la centrale **PRODUIT CONCURRENT** de Cattenom, en Moselle, où ils ont eu le temps de tirer des feux d'artifice « à proximité de la piscine d'entreposage du combustible usé » ». Ils dénonceront durant des mois dans la presse la vulnérabilité des centrales nucléaires « conçues **H** comme des passoires » et la « preuve qu'il y a des failles dans la sécurité! ». [...] « Lesquels auront quand même pris soin, quelques minutes avant l'intrusion, d'appeler le 17 pour s'identifier et prévenir de leur action, histoire que le PSPG -Le 12 septembre 2023, le journal Ouest-France relaie un appel lancé par l'ONG Global Chance et par le Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN), avec comme titre de son article : « Plus de 1000 scientifiques lancent un appel contre la relance du l'unité de contre-terrorisme sous contrôle tactique du GIGN chargée de la sécurité de la centrale - évite de les mettre en joue nucléaire en France ». Suite à un « fact-checking », le journal Libération dénonce un titre mensonger et un manque d'éthique journalistique. « La 28. ATTEINTE À LA RÉPUTATION D'UNE ». (Le Point, 20/07/2022 - modifié le 25/07/2022) journaliste du Point Géraldine Woessner fustige également la proportion de retraités chez les signataires ». EX:2 ENTREPRISE OU D'UNE FILIÈRE - ATTAQUE / **DÉSTABILISATION INFORMATIONNELLE** « Parmi les 1 123 ayant signé l'appel, près d'un tiers indiquent qu'ils travaillent – ou ont travaillé – en ingénierie, mais sans lien direct avec le secteur du nucléaire. Par ailleurs, on dénombre plus de 170 sociologues, économistes, historiens, géographes, philosophes, anthropologues, archéologues, mathématiciens, botanistes et même vétérinaires. Soit autant de personnes qui, tout en travaillant dans un domaine des sciences, **Affaire Airbus :** En 2015, le Département de la Justice américaine lance une **enquête contre le constructeur** n'ont jamais à traiter de sujets relatifs au nucléaire ». aéronautique Airbus pour des faits de corruption. Afin de prouver une coopération totale et entière de sa part, la AIRBUS direction d'Airbus lance entre 2016 et 2017 une enquête interne sur ses agents commerciaux. Elle recourt pour cela à un cabinet new-yorkais. Le cabinet d'avocats américain Hughes Hubbard & Reed se voit accorder un accès direct aux « Outre ce millier de professionnels des sciences, l'appel est soutenu par des citoyens... et par des parlementaires, tous insoumis ou écologistes » (Libération, 16/09/2023) (Ouest-France, 12/09/2023) secrets commerciaux ainsi qu'à la stratégie de l'avionneur européen : passage au crible des ordinateurs et des téléphones portables des cadres dirigeants, accès aux rapports d'activité des agents extérieurs (et donc à leurs réseaux À la suite d'une enquête interne de Nissan, l'ex-PDG de Renault, M. Carlos Ghosn, est arrêté à Tokyo le 19 novembre 2018. La justice japonaise l'accuse de malversation « Pourquoi ne pas avoir engagé un cabinet français ? voire européen ? Surtout que tout cabinet d'avocats américain se doit **16. DIVULGATION** & Reed financière. Par ailleurs, l'ancien PDG est soupçonné d'avoir dissimulé une partie de son salaire au fisc et d'avoir utilisé des biens de Nissan à des fins personnelles. On lui d'informer la justice américaine en cas d'irrégularité chez un client ». « Il y a bien là un risque important de fuite de D'INFORMATIONS PAR LES reproche également l'emploi fictif de sa sœur, qui aurait été rémunérée de 2003 à 2016, et des abus de confiance lors de la crise financière de 2008. données sensibles ne concernant pas uniquement les affaires en cours mais bien les réseaux d'Airbus et, de manière **CABINETS D'AUDIT OU DE** globale, **le savoir-faire du groupe** ». (au profit du concurrent Boeing ?) (*Voir livre p. 107 à 109*) (*ANAJ-IHEDN, 07/05/2018*) CONSEIL ÉTRANGERS Avant de tomber en disgrâce, l'ex-magnat de l'automobile planifiait un rapprochement capitalistique entre Renault et Nissan, voire une fusion des deux entreprises. Depuis sa chute, il n'est plus question pour Nissan comme pour les officiels japonais de procéder à une quelconque fusion avec le groupe tricolore. Dans cette affaire, le journaliste Rémy Dessarts affirme que le ministre nationaliste Hiroshige Sekō, en charge du ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie, s'est personnellement impliqué pour empêcher la prise de contrôle de Nissan. Quant au journal Marianne, il relève que des « journaux d'investigation japonais évoquent des liens étroits entre des officiels du pouvoir politique à Tokyo et des cadres dirigeants de Nissan ». Des jeux de pouvoir pour le moins troublants ! (Voir livre p. 151 à 154) V – ATTEINTE À LA Emmanuel Faber, DG de Danone depuis 2014 puis PDG du groupe alimentaire à partir de 2017, avait engagé la multinationale française dans RÉPUTATION/ Eune stratégie de transformation « sociale et écologique », avec une forte orientation vers l'entreprise à mission, parfois au détriment des 27. ATTEINTE À LA rendements financiers à court terme. RÉPUTATION D'UN DIRIGEANT RÉPUTATION L'entreprise PayFit est une PME d'environ deux cents salariés. Elle développe et propose un logiciel SaaS, spécialisé dans la gestion de la paie et des ressources humaines. Durant l'année 2018, l'équipe de recrutement de cette entreprise a remarqué que plusieurs Vers la fin de l'année 2020, une intense campagne à charge est menée dans la presse et auprès du conseil d'administration contre Emmanuel PayFit candidats venus pour postuler à des offres d'emplois émises par cette PME ont posé des questions très pointues portant pour beaucoup, sur le fonctionnement du logiciel de PayFit, tentant d'obtenir des informations pertinentes. Ces candidats semblaient par Faber par deux fonds minoritaires, l'américain Artisan Partners (5 % du capital) et le britannique Bluebell Capital (3 % du capital), qui lui 17. FAUX CANDIDATS, FAUX **RECRUTEMENTS - ENTRETIENS** reprochent sa gestion jugée trop "sociale" et "non centrée sur la performance financière". Emmanuel Faber est **évincé** du groupe Danone le 14 **SOUS COUVERTURE** ailleurs plus intéressés par ce logiciel que par l'offre d'emploi en question. (Voir livre p. 112) mars 2021. (Reuters, March 14, 2021) (Le Monde, 15 mars 2021) EX:1 Le lundi 5 novembre 2012, l'agence de notation Standard & Poor's a été condamnée par un tribunal fédéral australien à dédommager treize Le 28 février 2022, la Cour d'appel de Paris a admis la légitimité du licenciement d'un chef de projet dans le secteur recherche et développement du géant industriel et technologique français Safran, « pour ne pas avoir respecté le secret professionnel stipulé dans son municipalités locales. La société de Manhattan est accusée par la justice australienne « d'avoir "trompé" les investisseurs en attribuant fin 2006 une excellente **notation AAA**, soit la plus haute note que l'on puisse donner à ces **produits hautement toxiques**. SAFRAN « Selon l'entreprise, qui fait l'objet d'une habilitation secret défense, ce dernier aurait « failli à ses obligations en diffusant sur son site Or, c'est précisément sur la base des évaluations menées par l'agence Standard & Poor's que les municipalités avaient acheté ces titres dits LinkedIn [en avril 2017] deux images de coupes et géométries du moteur F extraites de documents internes classés "confidentiel" "Rembrandt". Ces produits financiers se révélant "pourris" à l'approche de la crise financière de 2008, ce sont près de 16 millions de dollars (12,9 société" ». Une problématique de sécurité nationale certes, mais aussi de concurrence, cette action étant « de nature à divulguer aux tiers millions d'euros) qui seront perdus, soit 90 % du capital investi. **STANDARD** ses actes de recherche dans un secteur d'activité très concurrentiel ». (Le Figaro, 28/04/2022) (dalloz.fr, 23/02/2022) « La magistrate australienne Jayne Jagot a par ailleurs rejeté les affirmations de Standard & Poor's selon lesquelles, l'évaluation des titres CPDO (constant proportion debt obligations) incriminée se fondait sur "des bases suffisantes", assorties d'une "prudence certaine". Ces affirmations Les sociétés militaires privées anglo-saxonnes sont-elles vraiment des partenaires idéales pour faire des affaires dans des zones à risque? "étaient mensongères et S&P le savait" », a-t-elle déclaré. Dans les pays à risque comme l'Irak, la Syrie ou le Niger, les entreprises doivent faire appel entre autres, aux sociétés militaires privées (SMP), afin d'assurer Aux États-Unis, en février 2015, pour éviter un procès suite à sa responsabilité largement établie dans la crise des « subprime », Standard & Poor's a a protection de leurs salariés ou de leurs intérêts économiques versé plus d'**1,3 milliard de dollars**, que se sont répartis le département de la justice (DoJ) et dix-neuf États américains. (Voir livre p. 147 à 148) « En Irak, des sociétés militaires privées (étrangères) ont espionné assez systématiquement les conversations des entreprises françaises ». « Comme ce oupe de matériel électrique qui a perdu son contrat alors que ses rendez-vous avec les autorités étaient connus heure par heure ». « Quand un pays est tenu par des **prestataires américains**, il ne faut pas être naïf! **Les Anglo-Saxons ne cloisonnent pas** » Après l'affaire Orpea, quelle crédibilité pour les notations extra-financières ? L'expert Éric Richard estime qu'actuellement, 90 % des sociétés du CAC 40 auraient recours à des sociétés militaires privées anglo-saxonnes, à l'image de la 18. RECUEIL D'INFORMATIONS DUES À SMP britannique Control Risks. (Voir livre p. 115) **26. MANIPULATION DES NOTATIONS** « Les analystes qui évaluent les performances environnementales et sociales notaient en moyenne Orpea mieux que le reste du secteur LA NÉGLIGENCE OU À LA NAÏVETÉ D'UN Le scandale ravive les critiques à l'égard de ces acteurs qui s'appuient beaucoup sur les données communiquées par les sociétés elles-mêmes. D'ENTREPRISES PAR LES AGENCES CONCURRENT Ces dernières invoquent des moyens limités et l'absence de normes internationales permettant de mesurer de manière uniforme les risques ESG « Comme les écologistes les traders surveillent les jets privés » : ». (Les Echos, 2 février 2022) **EN INTERNE** « Les jets des PDG ne sont pas seulement suivis par les militants écologistes. Les traders et hedge funds scrutent leurs « Quelques jours avant sa faillite, le 15 septembre 2008, Lehman Brothers, cinquième banque d'affaires américaine, était encore notée trajets non pas pour analyser leur bilan carbone mais pour deviner leurs **projets d'acquisition**. Ce suivi de leurs dans la catégorie dite « investment grade » (attribuée à des émetteurs jugés capables d'honorer leurs dettes avec une forte probabilité) par LEHMAN déplacements aériens, légal, embarrasse les chefs d'entreprise. les trois grandes agences de notation. Standard & Poor's lui attribuait la note A, Moody's un A2 et Fitch un A+, soit des notes attribuées,

BROTHERS [...] Une étude montre que sur un échantillon de 36 opérations de fusions, sept, soit une sur cinq, auraient pu être ACTELION anticipées en observant les trajets répétés des jets du « prédateur » vers sa « proie ». Pour cinq rachats, en principe, à des entreprises qui présentent une forte capacité de paiement du capital et des intérêts de leur dette. » (Voir livre p. 149) Johnson & Johnson l'acheteur a posé son appareil entre deux et douze fois dans un aéroport à proximité du siège social de sa cible dans le mois précédant son rachat. De 2006 à 2015, l'association palestinienne BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions) a mené une campagne agressive contribuant au départ de la multinationale française Veolia [...] Le suivi aérien des PDG a gagné sa popularité « en 2017 quand il a permis à des hedge funds de **prévoir le rachat** d'Israël. L'association BDS a accusé la société Veolia d'avoir travaillé avec l'État israélien dans les territoires occupés. Elle lui reproche notamment sa participation à la construction du à 30 milliards de dollars d'**Actelion** par **Johnson & Johnson** » rappelle l'agence Reuters ». (Les Echos, 31/08/2022) tramway de Jérusalem. Grâce à un solide réseau d'ONG ou d'associations étrangères propalestiniennes telles que The Alternative Information Center, Ireland Palestine, Solidarity Campaign, etc. Veolia va perdre un certain nombre appels d'offres publics dans le monde VEOLIA BDS FREEDO JUSTICE EQUALITY En Europe: perte du renouvellement de la gestion du métro de Stockholm, assignation en justice en France des sociétés Alstom, Alstom Transport et Veolia Transport, exclusion du groupe Veolia des marchés publics de gestion des déchets dans des municipalités anglaises et irlandaises... Au Moyen-Orient, Veolia est exclu au Koweït de marchés publics et perd deux contrats majeurs de traitement des déchets et des eaux usées. (Voir livre p. 141 à 144) En février 2024, environ 1 000 voitures de sport et SUV Porsche, plusieurs centaines de Bentley et plusieurs milliers de véhicules Audi **RESPECTANT PAS LE DROIT** Israël (mai 2016) après avoir remis temporairement son téléphone aux services secrets de l'État hébreu dans le cadre d'une réunion avec des officiels israéliens. (Voir livre p. 118) du groupe Volkswagen, se voient refuser l'entrée aux États-Unis et sont saisis par les douaniers dans les ports américains. **INTERNATIONAL** Les autorités nord-américaines reprochent au constructeur automobile allemand Volkswagen d'avoir violé la loi américaine de 2021 sur la prévention du travail forcé des Ouïghours » (UFLPA) en ayant intégré dans ses véhicules, un composant électronique provenant de la région occidentale du Xinjiang, en Chine, où des milliers de Ouïghours sont soumis à des travaux forcés. (Financial ORDINATEUR OU D'UN SMARTPHONE « En octobre 2015, un cadre de la société rennaise Ama, qui propose une prise en charge médicale via des Times, 11 février 2024) été fouillés et allumés par les autorités douanières américaines ». (Voir livre p. 118) Luckin Coffee trompe ses investisseurs boursiers en falsifiant ses comptes : Lancée en 2017, Luckin Coffee est une jeune entreprise chinoise qui voit grand et rêve de détrôner son rival américain Starbucks en Chine. Suite à son entrée triomphante en bourse au NASDAQ en mai 2019, plusieurs investisseurs internationaux de renom prennent part aux différentes levées de fonds de Luckin Coffee: BlackRock, le fonds souverain de Singapour GIC, mais aussi Louis Dreyfus Company ou encore, la société de gestion d'actifs Melvin Capital. **ôpital** Une **professeure en médecine nucléaire** de l'**hôpital du Kremlin-Bicêtre** apprend que son **CDD** ne sera Fin 2019, Luckin Coffee peut se targuer de dominer le marché de la distribution de cafés en Chine continentale, avec l'ouverture de 4 500 points de vente, devançant les 4 300 établissements du groupe Starbucks. Bicêtre pas renouvelé. Cette dernière se venge en profitant de ses codes d'accès au système de l'établissement $\square =$ Suite à la publication d'un rapport d'enquête à charge en février 2020 par le fonds spéculatif Muddy Waters, la direction de Luckin Coffee finit par avouer le 2 avril 2020 que certains de ses salariés, dont le directeur AP-HP et supprime définitivement 4 550 documents confidentiels ou stratégiques. (Le Parisien, 07/07/2023) des opérations, ont « falsifié le chiffre des ventes en 2019, à hauteur de 310 millions de dollars soit (presque) la moitié du chiffre d'affaires ». Le jour même de ces révélations de fraude comptable, le titre de bourse de l'enseigne chinoise sombre de 80 %. (Voir livre p.137 à 140) 24. NÉCESSITÉ D'EFFECTUER UNE « Le 2 octobre 2023, un **jeune ingénieur** de 26 ans, formé à l'Épitech et **salarié de Capgemini**, **DUE DILIGENCE » DES PARTENAIRES** 20. MALVEILLANCE D'UN (EX) SALARIÉ Capgemuni lance une attaque par rançongiciel contre son employeur en se faisant passer pour un hacker - DEVOIR DE VIGILANCE - DUE Le 24 avril 2013, s'effondrait à Savar, dans la banlieue de Dacca au Bangladesh, le Rana Plaza, un immeuble de huit étages abritant six usines textiles. **OU D'UN (EX) CONSULTANT CONTRE** russophone. Il demande une rançon de 5 000 dollars en bitcoins. (Ouest-France, 19/07/2024) **DILIGENCE OFFENSIVE** Ce drame a causé la mort de 1 138 ouvriers et blessé plus de 2 000 autres parmi les quelque 5 000 ouvriers qui y étaient employés. C'est l'accident le plus SON EMPLOYEUR OU SON CLIENT EX : 2 grave survenu dans l'industrie textile. Les marques Benetton, C&A, Mango, Primark et d'autres distributeurs occidentaux y faisaient fabriquer leurs produits à moindre coût par une main-Consultant en cybersécurité pour Orange Cyberdéfense, le chef du centre des opérations d'œuvre sous-payée. Elles furent alors pointées du doigt. (Voir livre p. 136) de cybersécurité du laboratoire pharmaceutique Pierre Fabre tente d'exfiltrer des

IV – DÉFAUT DE PROTECTION DES

INFORMATIONS STRATÉGIQUES

documents confidentiels avant de quitter l'entreprise en septembre 2023. (france3-regions,

- 21.1 DÉSACTIVATION DES COMPTES -

COUPURE D'ACCÈS AUX DONNÉES

« Le barreau de Paris échoue à secourir un de ses pénalistes face à Google » :

En janvier 2021, les systèmes de détection de Google identifient « 77 **images de mineurs à**

faisait à la fois un usage personnel et professionnel ». (lalettre.fr, 01/12/2022 - 14/02/2025)

caractère pornographique sur le Google Drive d'Augustin d'Ollone ». L'avocat français Augustin d'Ollone hébergeait ces fichiers à des fins professionnelles « dans le cadre de la défense d'un de

« Du jour au lendemain, la firme désactive l'adresse Gmail et le Google Drive de l'avocat, dont il

En réaction aux mandats d'arrêt émis par la **Cour pénale internationale (CPI)** à l'encontre du Premier ministre israélien **Benjamin Netanyahu** et de l'**ancien ministre de la Défense Yoav Gallant** « pour

2025, un **décret** autorisant des **sanctions contre la CPI** et son **procureur général Karim Khan**. Par conséquent, le **compte Outlook** (fourni par **Microsoft**) du procureur **Karim Khan est désactivé**. Ce

action pousse le procureur à migrer vers le service suisse **ProtonMail**. (euronews.com, 15/05/2025)

crimes de guerre et crimes contre l'humanité », le président américain Donald Trump signe le 6 février

FORMAT POSTER & SOURCES DU DOCUMENT

AVERTISSEMENT: la version numérique située en première page <u>n'est pas exploitable pour une impression</u> (police Open Sans, taille 20).

Une version adaptée au format poster est disponible (police Open Sans, taille 32). Cependant, le fichier est trop volumineux pour être publié sur les réseaux sociaux avec la version numérique. Les sources détaillées (75 pages) accompagnant ce document posent le même problème.

Pour obtenir les sources et la version « poster », contactez-moi à l'adresse suivante : cartographie-risques-ie@mailo.com

Vous pourrez alors faire imprimer ce document chez un imprimeur professionnel, en précisant les caractéristiques suivantes (coût estimé : environ 50 euros) :

- Taille du document : 3 144 × 4638 mm
- Format idéal pour une impression : A0 (l'imprimeur a utilisé un format légèrement plus grand pour inclure le contour du poster).
- Orientation : sélectionner « portrait/paysage automatique »
- Options de taille : cliquer sur « Ajuster »



